

Revue de presse #53

Aménagement, construction
& réhabilitation durables

Mai 2023

Jérôme Ricolleau - Archis-Atelier Méditerranéen GA - Tactoniques®





Sommaire

—	INFOS À LA UNE	2
—	LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION, NORMES	3
—	ÉCONOMIE ET INCITATIONS FINANCIÈRES	4
—	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	5
—	CONCEPTION DE PROJETS : OUTILS, MÉTHODES & INNOVATION	7
—	CONFORT, SANTÉ & USAGES	8
—	ÉCONOMIE CIRCULAIRE & GESTION DES DÉCHETS	9
—	ÉFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & ÉNERGIES RENOUVELABLES	10
—	RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE	12
—	MATÉRIAUX BIOSOURCÉS & GÉOSOURCÉS	14
—	PROFESSIONNELS & ENTREPRISES	16
—	RÉALISATIONS & OPÉRATIONS EXEMPLAIRES	17
—	APPELS À PROJETS & À MANIFESTATION	18




© Pixabay

INFOS À LA UNE



QUEL PROGRAMME POUR LA PROCHAINE ÉDITION DU CNDB ?

Avril 2023 – Chaque année, le Congrès National du Bâtiment Durable rassemble des acteurs désireux de transformer les territoires et les lieux de vie pour aller vers des modèles moins énergivores et plus respectueux de l'environnement. Dans l'optique de préparer l'édition 2023, qui aura lieu les 5 et 6 décembre prochains à Montpellier, les organisateurs de l'événement – Envirobot Occitanie et Effnergie – lancent un appel à idées. Le but ? Construire le programme des 20 ateliers qui seront proposés, sur les thématiques transverses telles que métamorphose, justice sociale, innovation frugale... À vos propositions !


 www.construction21.org

 transition écologique / bâtiment / événement

COMMENT SE PRÉPARER À UN PARIS SOUS 50 DEGRÉS ?

19 avril – Intitulé « Paris à 50 °C », le rapport final de la mission d'information et d'évaluation (MIE) du Conseil de Paris livre 85 propositions pour anticiper et résister aux futures canicules à prévoir dans la capitale française, particulièrement sujettes aux fortes températures estivales du fait de son hyper urbanisation. Parmi les solutions évoquées, créer davantage d'îlots de fraîcheur dans les cours d'école, atteindre 40 000 rénovations énergétiques de bâtiments par an en 2030, ou encore augmenter le nombre de baignades autorisées à Paris, à l'image du bassin de la Villette en été. Seront-elles suivies, et seront-elles suffisantes ? L'avenir le dira !


 Paris à 50° C - Le rapport

 réchauffement climatique / canicule / ville

LES EAUX NON CONVENTIONNELLES SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

19 avril – Dans une publication de 24 pages accessible en ligne, un groupe de travail de l'Astee (Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement) identifie les freins et leviers permettant de développer le recours aux « eaux non conventionnelles » – eaux usées traitées, eau de pluie, eaux ménagères... Ce sont ainsi au total 10 types d'eau et 45 usages possibles qui ont été identifiés. Que ce soit dans le domaine agricole, en milieu urbain ou pour des utilisations domestiques, la rapport livre de nombreuses recommandations pour favoriser le recours à ces eaux non conventionnelles.

 www.astee.org

 eau / bâtiment

UNE CONCERTATION AUTOUR DE LA RE2020 POUR LES BÂTIMENTS PUBLICS

27 mars – La direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP) du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires organise actuellement des travaux approfondis de simulations avec des bureaux d'études techniques et économiques, mais aussi des organismes tels que le CSTB et le Cerema. Le but ? Définir les exigences de la réglementation environnementale (RE2020) de plusieurs typologies de bâtiments neufs tertiaires : restaurants, commerces, établissements de santé, bibliothèques... Pour participer à cette concertation, les acteurs sont tenus d'envoyer un dossier complet en ligne auprès de la DHUP.

 <https://rt-re-batiment.developpement-durable.gouv.fr>

 RE2020 / bâtiments publics / réglementation

NOUVEAU COUP DE POUCE FISCAL POUR RÉNOVER LES PASSOIRES THERMIQUES

26 avril – Doubler le déficit foncier imputable sur le revenu global des propriétaires bailleurs qui acceptent de rénover leurs passoires classées E, F ou G au diagnostic de performance énergétique (DPE), si les travaux permettent de passer à une classe énergétique A, B, C ou D. C'est la proposition contenue dans un décret paru le 22 avril dernier au Journal officiel. Ce déficit déduit des revenus passe ainsi de 10 700 à 21 400 euros par an au maximum. À noter que cette nouvelle mesure concerne les devis payés entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2025.

 www.actu-environnement.com

 rénovation énergétique / passoires thermiques / aides financières

COMMENT RÉGÉNÉRER LES TERRITOIRES EN CRÉANT DE L'EMPLOI ?

17 avril – Voici la problématique qui anime le programme Regenerate, porté par Open Lande. L'objectif de ce programme est double : identifier les besoins de résilience sur le territoire français, pour pouvoir ensuite accompagner les divers acteurs économiques dans leur régénération. Ce travail a mené à la publication d'un livre blanc répondant à diverses questions plus que jamais d'actualité telles que celle de l'inscription de l'économie dans les limites planétaires. À découvrir en ligne en accès complet et gratuit.

 www.novabuild.fr

 territoire / économie circulaire / aménagement

QUID DU MARCHÉ DE LA VÉGÉTALISATION DU BÂTI EN FRANCE ?

21 avril – Pour la 1^{ère} fois, une étude a rendu publique des chiffres sur le verdissement des établissements des villes françaises. Ce document a été établi par l'association des toitures et façades végétales Adivet, et nous apprend que ce marché est en plein essor dans le pays, données à l'appui : par exemple, 1,6 million m² de toiture a été végétalisé en 2021, ce qui correspond à une croissance de plus de 16% depuis 2016. Cette tendance devrait se poursuivre puisque les acteurs du secteur prévoient une augmentation annuelle de 5% pour ces prochaines années. Une nouvelle encourageante pour le retour de la nature en milieu urbain, dont les avantages ne sont plus à prouver.

 www.batiactu.com

 végétalisation / bâtiment / ville

OLIVIER KLEIN A ANNONCÉ LES PREMIERS « QUARTIERS RÉSILIENTS » SÉLECTIONNÉS

28 avril – Le 27 avril dernier, le ministre délégué à la Ville et au Logement a fait connaître lors d'un déplacement à Garges-Lès-Gonesse (95) les 25 premiers sites qui seront impliqués dans la démarche « Quartiers Résilients » de l'ANRU. Ces derniers se situent dans des villes telles que Mantes-la-Jolie, Nîmes ou encore Tours. Pollution atmosphérique et sonore, consommation énergétique excessive des bâtiments, îlots de chaleur urbains... L'objectif du programme a été rappelé par Olivier Klein : « générer 50 milliards d'euros d'investissement pour des quartiers plus durables, plus adaptables, plus équitables ».

 www.batiweb.com

 aménagement / quartier / urbanisme

COMMENT RAFRAÎCHIR NOS VILLES DE FAÇON DURABLE ?

Mai 2023 – C'est la question à laquelle souhaite répondre un dossier de l'ADEME, accessible en ligne. Au travers notamment de plusieurs sujets concrets – le lancement du service public numérique « Plus fraîche ma ville, des retours d'expérience tels que la transformation d'un parking en forêt à usage urbain à Aubervilliers... –, l'ADEME s'attaque donc à la problématique cruciale du réchauffement climatique en milieu urbain en proposant des solutions pour anticiper les hausses de températures qui sont à y prévoir.

 <https://infos.ademe.fr>

 réchauffement climatique / ville / urbanisme

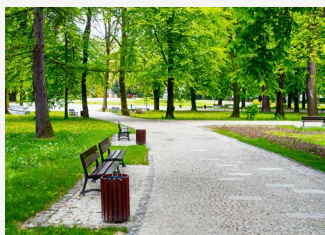
ADAPTER LES BÂTIMENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, MODE D'EMPLOI

12 mai – La Commission Européenne a mis au jour à la fin du mois de mars dernier son « EU technical guidance of adapting buildings to climate change ». Le but de cette publication ? Proposer un guide qui recense les bonnes pratiques et autres solutions en matière d'adaptation pour chaque partie des bâtis face à des risques naturels tels que les fortes chaleurs, les tempêtes, les précipitations intenses, ou, bien encore, les sécheresses.

 <https://o-immobilierdurable.fr>

 changement climatique / bâtiment / adaptation

UN OUTIL POUR DIAGNOSTIQUER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES



©Depositphotos

12 mai – Le think tank du Shift Project a récemment mis en ligne la plateforme « Territoires au futur », qui a vocation à analyser le degré de vulnérabilité, mais aussi de résilience, d'un territoire donné (une commune, un département, une région...) sur quatre domaines clés : l'agriculture et l'alimentation, l'économie et l'emploi, le logement et l'habitat, et la mobilité. Pour ce faire, l'outil regroupe et synthétise des bases de données publiques, des informations qui peuvent servir de tremplin pour « faciliter la mobilisation des élus et décideurs locaux », comme l'indique le Shift Project.



www.actu-environnement.com



résilience / territoire / aménagement

COMMENT ÉVALUER LES PERFORMANCES DES TOITS VÉGÉTALISÉS ?

20 avril – L'outil GreenRoofScore est là pour ça ! Cet outil a été mis en place en 2023 dans sa version 1.0 par l'association Adivet, dans le but de mesurer les services écosystémiques rendus par le verdissement des toitures. Ce calcul s'effectue à partir d'une quinzaine de critères accompagnés de points bonus, permettant à un projet de végétalisation d'atteindre des paliers définis (le dernier étant le palier quatre, qualifiant un projet « exemplaire »). Toute intervention d'une surface végétalisée minimale de 50 m² ou de 30 % de la surface végétalisable est éligible à l'utilisation de cet outil, qu'il s'agisse de neuf ou d'une rénovation.

 www.environnement-magazine.fr


 végétalisation / toiture / bâtiment

UNE START-UP INVENTE DES TUILES QUI STOCKENT L'EAU DE PLUIE



©Cactile

25 avril – Voici une innovation des plus intéressantes dans un contexte de raréfaction des ressources en eau douce sur la planète. La jeune entreprise Cactile, originaire d'Albi, a mis au point une solution de couverture des toits captant l'eau de pluie pour la réutiliser ensuite. Plus précisément, une première couche en propylène recyclé (bientôt faite en biomatériau) permet la mise hors d'eau du bâtiment, puis une seconde par-dessus inclut un réservoir de stockage de 40 litres d'eau de pluie par m². Ce dernier est vidé grâce un boîtier connecté, et l'eau captée sert à alimenter les toilettes de l'habitation ou arroser le jardin. Les premières commercialisations de cette solution auront lieu dès 2024.

 www.touleco-tarn.fr

 eau / bâtiment

DE NOUVELLES « FICHES QUALITÉ RÉGLEMENTAIRE » DE L'AQC

28 avril – L'Agence Qualité Construction a établi de nouvelles fiches pour éviter les risques de non-conformité réglementaire en conception et en travaux, sur huit thématiques différentes : garde-corps, sécurité incendie, thermique/RE2020, ventilation, brancard, accessibilité, acoustique et sismique. Vous pourrez par exemple retrouver une fiche dédiée à la VMC double flux autoréglable et hygroréglable. Comme l'indique l'AQC, ces productions sont directement issues des constats établis sur le terrain par des agents commissionnés et assermentés par le ministère et du travail de capitalisation réalisé par le Cerema dans le cadre du CRC (Contrôle du respect des règles de construction).

 <https://qualiteconstruction.com>

 travaux / réglementation

QU'EST-CE QUE LA CHRONOTOPIE AU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT ?

Mai 2023 – Ville & Aménagement Durable, le réseau de professionnels du bâtiment et de l'aménagement durables en Auvergne-Rhône-Alpes, a mené un travail sur les nouvelles modalités d'aménagement des territoires dans cette région – dans « une logique de frugalité, de prise en compte du vivant et de réciprocité territoriale ». Le fruit de cette réflexion est condensé dans une trentaine de page accessibles en ligne, sous le nom de « Chronotopie, temps et lieu au service de l'aménagement ». Comme l'explique Thierry Paquot, philosophe contributeur de la publication, cette « chronotopie » correspond à « l'étude des usages temporalisés d'un lieu urbain afin de le ménager, c'est-à-dire, d'en prendre soin ».

 www.ville-amenagement-durable.org

 aménagement / territoire

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FACTEUR DE RISQUE POUR LES PROFESSIONNELS DU BTP

27 avril – En 2023 est paru le nouveau rapport santé et sécurité au travail commandé par VINCI à sa plateforme de prospective Leonard. Appelé « Santé, sécurité, prévention : risques émergents dans les métiers de la construction et de la gestion d'infrastructures », il alerte notamment sur un danger qui impacte les acteurs du secteur du bâtiment de façon croissante : le changement climatique. Le point sur la question avec Pierre-Yves Bigot, coordonnateur santé/sécurité du Groupe VINCI.

 www.construction21.org/france

 changement climatique / santé / professionnels

COMPRENDRE LE LIEN ENTRE QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR ET RÉDUCTION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE



11 mai – En juin 2022, l'IFPEB (Institut Français pour la Performance du Bâtiment) et le Cerema ont lancé avec 11 acteurs privés et publics une expérimentation de 24 mois afin de mieux comprendre le lien entre qualité de l'air intérieur et réduction des consommations d'énergie, et trouver des solutions pour concilier ces enjeux avec le confort et la santé des usagers. Un an plus tard, les équipes de l'IFPEB, du Cerema et des membres du Hub se sont retrouvées pour délivrer les enseignements à mi-parcours sur la qualité de l'air intérieur et l'énergie. Le replay de cette rencontre et les supports de présentation sont tous disponibles en ligne !

 www.ifpeb.fr

 qualité de l'air intérieur / santé / économies d'énergie

UNE PLATEFORME DE RÉEMPLOI DISPONIBLE POUR LA MÉTALLERIE

20 mars – Le réemploi gagne du terrain dans le secteur de la construction métallique. Preuve en est avec la plateforme de vente en ligne Sinfina, lancée par l'entreprise de métallerie et construction métallique Général Métal Édition basée à Gonesse (95), qui propose des ouvrages issus du réemploi, tous vérifiés et validés et à des tarifs bien en-dessous de ceux existants sur le marché du neuf. Certains produits, tels que les tubes et poutres IPE en métal, y sont proposés à des prix jusqu'à 30 à 40% moins cher que dans le commerce !

 <https://metal-flash.fr>

 réemploi / métal / économie circulaire

LA FILIÈRE REP DES DÉCHETS DU BÂTIMENT OFFICIELLEMENT LANCÉE

3 mai – La filière REP des déchets du bâtiment (PMCB) a été lancée de façon opérationnelle au 1^{er} mai 2023, suscitant diverses réactions dans le secteur du BTP. Si les éco-organismes agréés par le gouvernement se montrent optimistes et soulignent leur bon bilan déjà à ce jour, d'autres structures telles que la CAPEB ont tenu à faire part de leurs inquiétudes. Le syndicat patronal de l'artisanat du bâtiment regrette une mise en œuvre précipitée et affirme que le nombre de points de collecte sur le territoire est encore largement insuffisant pour un bon fonctionnement de la filière.

 www.construction21.org

 réemploi / REP bâtiment / déchets

FILIÈRE REP : OÙ TROUVER UN POINT DE COLLECTE GRATUIT À PROXIMITÉ ?



©Depositphotos

3 mai – Le top départ de la filière REP PMCB ayant été donné le 1^{er} mai dernier, la question de la localisation des centres de reprise des déchets triés se pose alors pour les entreprises du bâtiment. Pour ce faire, les points de collecte, gérés par les quatre éco-organismes agréés par le gouvernement – Valdelia, Valobat, Ecominero et Ecomaison – sont répertoriés sur une carte interactive accessible sur le site de l'OCA Bâtiment. A partir d'une adresse postale, la cartographie permet de trouver le point de collecte le plus proche de soi, ainsi que diverses informations telles que le nom et le type de repreneur, mais aussi si les particuliers ou professionnels sont admis ainsi que les types de matériaux et produits acceptés.

 www.lemoniteur.fr

 filière REP / déchets / réemploi

UN ANALYSEUR DE MÉTAL NOUVELLE GÉNÉRATION

10 mai – Dans les métiers de la métallurgie, il est parfois difficile de connaître la nature exacte du matériau avec lequel l'on est amené à travailler. Quel alliage, quelle soudure compatible ? Pour s'éviter des allers-retours longs et coûteux en laboratoire, Quantum RX, une PME basée à Saint-Aubin (91) distribue de façon exclusive en France des analyseurs du fabricant américain SciAps, qui propose deux modèles d'analyseurs portatifs de métaux légers, ergonomiques et rapides dans leur diagnostic. A titre d'exemple, ces appareils sont capables d'analyser 99% des aluminiums en 1 à 4 secondes ! Une petite révolution pour le secteur.

 <https://metal-flash.fr>

 matériau / métal / innovation

UN GUIDE DE L'ADEME POUR « ADOPTER LE SOLAIRE THERMIQUE »

Février – Grâce à des équipements robustes et fiables, l'énergie solaire permet de fournir une part importante des besoins en chauffage et en eau chaude d'une maison pour de nombreuses années. Ces installations ont aussi l'avantage de diminuer les rejets de polluants et de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce guide, destiné au grand public, présente les différents équipements permettant de chauffer l'eau et la maison. Au sommaire : le chauffe-eau solaire individuel, le système solaire combiné, se lancer sereinement et entretenir l'installation.


 <https://librairie.ademe.fr>

 énergies renouvelables / solaire / maison individuelle

DÉCARBONATION DES TERRITOIRES : L'ASSOCIATION THINK SMARTGRIDS PUBLIE UN GUIDE À L'ATTENTION DES COLLECTIVITÉS



20 avril – Publié avec le soutien de l'ADEME et de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), le « Guide pour le déploiement des smart grids dans les territoires » vise à accompagner les collectivités territoriales dans leurs projets de transition énergétique. Les solutions présentées vont de l'optimisation des consommations et factures d'électricité des collectivités à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, en passant par l'autoconsommation individuelle et collective, l'éclairage public intelligent. Pour chacune des solutions abordées, les auteurs proposent une analyse des bénéfices et des difficultés rencontrées, et formulent des recommandations concernant le financement, la réglementation, les compétences nécessaires, l'acceptabilité des projets et le traitement sécurisé des données personnelles des citoyens.

 www.smartcitymag.fr

 Guide pour le déploiement des smart grids dans les territoires

 territoires / énergie / smart grid

SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : UNE PÉNURIE DE FORMATIONS, DE FORMATEURS ET D'INSTALLATEURS

27 avril – Avec la hausse des prix des énergies « traditionnelles », les énergies renouvelables ont connu une forte accélération en 2022. C'est notamment le cas du solaire photovoltaïque, pour lequel la demande d'installation de panneaux a doublé dans le résidentiel. Malgré ces bons résultats, la France reste en retard face à d'autres voisins européens, en raison de plusieurs freins (manque d'installateurs compétents, pénurie de formations et de formateurs, maintien du bouclier tarifaire, complexité des démarches administratives...) qui pourraient être facilement levés grâce à la formation, aux aides et à la réglementation.

 www.batiweb.com

 solaire / énergies renouvelables / filière

7 BONNES RAISONS DE FAIRE LE CHOIX D'UN MIX 100% ÉNERGIES RENOUVELABLES

Mai 2023 – Les choix pris dans le cadre de la Stratégie française Énergie-climat engagent notre société dans une trajectoire difficile à modifier. Pour le CLER-Réseau pour la transition énergétique, un mix 100% énergies renouvelables est non seulement possible, mais il est surtout souhaitable. Dans une publication de sa collection « Comprendre », le CLER-Réseau pour la transition énergétique revient en 7 points clés, détaillés et argumentés, sur les raisons pour lesquelles il est nécessaire de tendre vers le 100% énergies renouvelables.

 <https://cler.org>

 énergies renouvelables / transition énergétique / politique publique

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE : LE PLAN BÂTIMENT DURABLE ENGAGÉ DANS LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN POUR LES BÂTIMENTS TERTIAIRES ET RÉSIDENTIELS

Mai 2023 – Lancé en octobre 2022, le 1^{er} plan de sobriété énergétique vise à atteindre un objectif de diminution de 10% des consommations d'énergie d'ici 2024. Il constitue une première étape vers la réduction de 40% de la consommation d'énergie d'ici 2050 afin d'atteindre la neutralité carbone. Pleinement engagé dans la mise en œuvre de ce plan de sobriété, le Plan Bâtiment Durable s'assure de l'implication des acteurs dans la durée, de la mise en place d'actions communes et du suivi des mesures de sobriété énergétique dans les bâtiments tertiaires privés et résidentiels. Pour le tertiaire privé, les travaux sont organisés autour de deux groupes de travail (GT Retours d'expériences, données et GT communication), avec l'appui d'une task-force chargée des enjeux relatifs au « petit tertiaire » pilotée par La Poste Groupe. Les travaux sur le volet résidentiel s'organisent, quant à eux, autour d'un GT unique piloté par l'ADEME et animé par la FNAIM et le Groupe Seqens, avec l'appui de l'Ifpeb et de l'OID. Tous les acteurs volontaires sont invités à s'inscrire aux travaux de ces 3 groupes de travail.

 www.planbatimentdurable.fr

 sobriété / économie d'énergie / politique publique

DIRECTIVE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : QUELLES IMPLICATIONS EN EUROPE ET EN FRANCE ?

12 mai – La nouvelle directive européenne sur l'efficacité énergétique prévoit de réduire la consommation d'énergie finale de l'Union Européenne de 11,7% d'ici 2030. Quelles sont les implications de cette mesure phare en Europe et en France ? Le CLER-Réseau pour la transition énergétique revient sur les 4 points clés à retenir :

- Tous les États membres devront faire des efforts pour réduire leur consommation d'énergie, même si, selon le CLER, l'objectif de 11,7% est insuffisant pour tenir les objectifs de l'Accord de Paris et contenir le réchauffement climatique à 1,5°C.
- Pour s'assurer que les États membres contribuent à cet objectif global, la Commission évaluera leurs plans nationaux énergie-climat (PNEC) et pourra leur demander des mesures correctives si leur trajectoire nationale n'est pas à la hauteur de l'effort escompté.
- Les États membres devront réduire en moyenne 1,49% par an leur consommation finale d'énergie, en démarrant à 1,3% en 2024 pour atteindre progressivement 1,9 % fin 2030.
- Tous les projets au-delà de 175 millions d'euros doivent privilégier les solutions d'efficacité énergétique.

 <https://cler.org>

 Europe / transition énergétique / politique publique

LE CEREMA MÈNE UNE ÉTUDE SUR LE COÛT DE L'INACTION DANS LES BÂTIMENTS PUBLICS

21 avril – Après avoir publié en 2022 l'Essentiel « Bâtiments Publics - L'inaction coûte cher », dont l'objectif était de sensibiliser les maîtres d'ouvrage sur les différentes conséquences directes ou indirectes de l'immobilisme en immobilier, subi comme choisi, le Cerema souhaite désormais quantifier les coûts directs pour les maîtres d'ouvrage, par type d'inaction. Le Cerema lance donc un appel pour collecter les retours d'expérience des gestionnaires publics. L'objectif : disposer d'éléments concrets pour répondre aux nombreuses questions que peuvent se poser les maîtres d'ouvrage : combien cela coûte-t-il de ne pas mettre en place d'intermittence dans le fonctionnement des systèmes de chauffage ? Combien cela aurait-il coûté en maintenance curative, voire palliative, si l'on n'avait pas réalisé la maintenance préventive sur les équipements ? Combien la mise en place d'une instrumentation avec un bon suivi des consommations a-t-elle permis de réaliser d'économies ? Quelle valeur vénale/locative pour mon bien maintenant qu'il est rénové par rapport à avant travaux ?

 www.cerema.fr

 bâtiment public / impact financier / efficacité énergétique

RÉNOVATION DES ÉCOLES : LA BANQUE DES TERRITOIRES LANCE LE PROGRAMME EDURÉNOV

10 mai – Baptisé « EduRénov », le plan de rénovation énergétique des écoles, présenté par le Gouvernement et porté par la Banque des territoires, comprend deux grands axes :

- Le premier vise le financement de 2 milliards d'euros (Md€) de travaux d'ici à 2027 pour rénover 10 000 établissements (écoles, collèges, lycées), avec un objectif minimum de 40 % d'économies d'énergie pour « le maximum de bâtiments scolaires ».
- Le second est consacré à « un dispositif national destiné à fédérer l'écosystème territorial autour du partage de données, d'informations et de bonnes pratiques ». Sur sa plateforme, la Banque des territoires mettra à disposition une boîte à outils spéciale réalisée avec les partenaires EduRénov.

Afin de concrétiser plus rapidement les projets, d'autres solutions de financement sont prévues ou seront renforcées : recours au dispositif de tiers-financement, mobilisation d'une enveloppe de 50 millions d'euros de crédit d'ingénierie sur cinq ans, ou bien encore, déblocage de 2 Md€ de financements en « Intracting » (avances remboursables) ou en prêts sur fonds d'épargne. Enfin, un dispositif d'accompagnement territorialisé sera mis en place pour suivre chaque projet du diagnostic au financement.

 www.actu-environnement.com

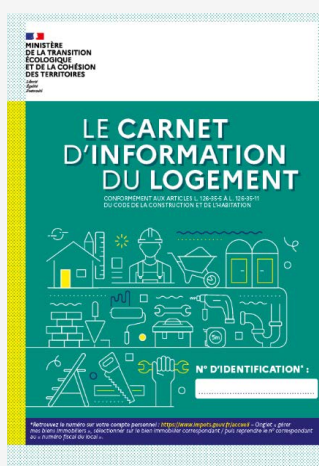
 rénovation énergétique / bâtiment scolaire / financement

CARNET D'INFORMATION DU LOGEMENT : UN GUIDE ET UN « MODÈLE-TYPE » POUR ACCOMPAGNER LES PROPRIÉTAIRES

12 mai – Entré en vigueur au 1^{er} janvier 2023, le carnet d'information du logement permet au propriétaire de collecter l'information relative à la performance énergétique de son logement et de faciliter son amélioration. Le dispositif concerne les propriétaires de logements neufs ou existants, ayant effectué une demande de permis de construire ou d'autorisation de travaux à partir de cette date ou qui ont reçu un devis pour des travaux ou, en l'absence de devis, qui ont réalisé des travaux de rénovation énergétique à partir de cette date. Pour accompagner les propriétaires dans la mise en place de ce carnet, le ministère de la Transition énergétique propose un guide explicatif, ainsi qu'un modèle de carnet, tous deux téléchargeables sur le site du Ministère.

 www.ecologie.gouv.fr

 rénovation énergétique / logement / travaux



L'ÉTAT CONCERTÉ SUR LE FINANCEMENT DE FRANCE RÉNOV' ET DES ACCOMPAGNATEURS RÉNOV'

12 mai – Jusqu'au 30 juin 2023, le ministère de la Transition écologique ouvre une concertation auprès des associations représentatives des collectivités territoriales et des acteurs du réseau France Rénov' sur les modalités de financement de ce service public de la rénovation de l'habitat. Cette concertation vise l'accélération, avec les collectivités, de l'ouverture des guichets France Rénov', avec pour objectif de disposer d'au moins un guichet par intercommunalité d'ici à 2025. Le ministère prévoit également le lancement d'un nouveau programme de CEE, géré par l'Anah, qui contribuera au financement des missions des Accompagnateurs Rénov' en 2024. Les modalités pratiques de ce programme, et notamment les barèmes, seront présentés d'ici à cet été « pour permettre à tous les acteurs nouvellement agréés ou qui souhaitent l'être d'affiner rapidement leur modèle économique et leur offre de services ».

 www.actu-environnement.com

 concertation / rénovation énergétique / politique publique

PUBLICATION DE L'ADEME : « LES PRODUITS BIOSOURCÉS EN 10 QUESTIONS »

Février – Que signifie « biosourcé » ? D'où proviennent les produits biosourcés ? Où en est le marché des produits biosourcés ? Comment reconnaître un produit biosourcé ? Quelle part de matière biosourcée contiennent-ils ? Coûtent-ils plus cher que leurs équivalents ? Sont-ils aussi performants ? Sont-ils meilleurs pour la santé ? Sont-ils plus écologiques ? Que faire de ces produits en fin de vie ? Toutes les réponses dans ce guide dédié aux matériaux biosourcés publié par l'ADEME.

 <https://librairie.ademe.fr>

 produits biosourcés

L'INSUFFLATION DE PAILLE HACHÉE ET DE OUATE DE CELLULOSE TESTÉE SUR DEUX CHANTIERS EXPÉRIMENTAUX

21 mars – Un système d'isolation thermique par l'extérieur, sur construction à ossature bois, sous un bardage bois avec un isolant à base de paille hachée insufflée, est actuellement expérimenté dans le cadre d'une Appréciation Technique d'Expérimentation concernant le chantier de rénovation énergétique du restaurant universitaire Champlain du Crous de Poitiers (86). Prélèvements et mesures de température et d'humidité seront effectués régulièrement in situ pour vérifier l'absence de développement fongique dans les matériaux biosourcés et la présence éventuelle d'eau dans la paille – ou dans son environnement sous l'effet de la condensation –, due aux transferts hygrothermiques. L'évaluation porte également sur la problématique de tassement de la paille hachée dans le temps. Un Avis Technique a également été formulé pour évaluer un procédé d'isolation thermique de murs à ossature bois par insufflation de ouate de cellulose en parois verticales préfabriquées. L'évaluation porte sur la durabilité de la ouate de cellulose, mais aussi sur son tassement dans le temps.

 www.cstb.fr

 ITE / Avis technique / paille / ouate de cellulose

INNOVATION : UNE BRIQUE, UN ENDUIT ET UN PANNEAU D'ISOLATION COMPOSÉS DE DÉCHETS DE RIZ

18 avril – La start-up italienne Ricehouse, fondée en 2016 par l'architecte Tiziana Monterisi et le géologue Alessio Colombo, s'est fixée deux objectifs : d'une part, utiliser certains sous-produits du riz dans la construction d'habitation et d'autre part, permettre aux producteurs de riz locaux (l'Italie étant le 1^{er} producteur de riz européen) de diversifier leurs activités et de dégager de nouveaux revenus. Ricehouse propose quatre types de produits : un matériau à base d'eau et de déchets de riz, faisant office d'enduit pour les finitions ; des panneaux biodégradables ou réutilisables à base de balles de riz et de paille pour remplacer les panneaux de gypse ; des isolants, conçus également à base de balles de riz et de paille ; et un mélange de riz et d'argile, développé pour l'impression 3D. Une soixantaine de maisons ont ainsi été construites à partir de ces procédés entre 2020 et 2022. Désormais, Ricehouse aimerait exporter son savoir-faire vers d'autres pays producteurs de riz comme le Japon et l'Espagne.

 www.neozone.org


 riz / innovation / matériaux biosourcés

[REPLAY] BULLE DES 2 RIVES N°5 : LA TERRE CRUE, UN MATÉRIAU ANCESTRAL POUR INVENTER L'AVENIR PAR DOMINIQUE GAUZIN-MÜLLER



12 mai – La redécouverte de l'architecture en terre crue, matériau utilisé depuis 10 millénaires, offre un regard optimiste sur un mode de construction écoresponsable. Ses déclinaisons contemporaines sont porteuses d'une modernité frugale qui répond aux enjeux écologiques et sociaux. La ressource est abondante et souvent présente sur le site même du chantier. L'extraction et la transformation ne détruisent pas les paysages. Elles demandent peu d'énergie, ne nécessitent pas de processus chimique et ne produisent ni déchets ni pollution de l'air, du sol ou de la nappe phréatique. Proposée par la Scop les 2 rives, cette bulle des 2 rives donne la parole à Dominique Gauzin-Müller. L'architecte y revient sur les bases de la construction en terre crue, sur les différentes techniques utilisées et sur des exemples concrets et inspirants réalisés en France.

 www.construction21.org

 terre crue / architecture / matériaux biosourcés

UNE SÉLECTION DE MOOC POUR LE PRINTEMPS

7 mars – Au printemps, la plateforme MOOC bâtiment durable propose plusieurs formations parmi lesquelles les MOOC :

- « Construire en fibres végétales aujourd'hui - Session 03 » proposé par le centre de formation, de recherche et d'expertise sur la construction en terre crue et en fibres végétale amàco.
- « Villes et territoires durables. Méthodes et outils pour passer à l'action » proposé par l'ADEME et le CNFPT.
- « Réno Copro » proposé par l'ASDER, l'ALEC de Lyon et Ile de France Energies.
- « Bâtiment et changement climatique : Quelles stratégies d'atténuation ? » proposé par l'OID.
- « Bâtiment : risques techniques et naturels, comprendre et agir » proposé par l'AQC.

 www.architectes.org

 formation / transition écologique / professionnels

QUALIPLUIE® : UNE MARQUE POUR GÉRER L'EAU DE PLUIE À LA PARCELLE

20 mars – L'eau est une ressource précieuse. Les changements climatiques en cours, tels que la sécheresse sévère et les limitations d'usage décidées par les préfets, rendent pertinent le développement des marchés de la récupération et de la gestion de l'eau de pluie à la parcelle. Depuis plusieurs mois, EssorDurable, gestionnaire de Qualipluie®, s'emploie à développer les outils pour relancer la marque et permettre aux entreprises qualifiées de faire valoir leurs compétences en la matière. Entreprises de plomberie pour les usages intérieurs, maçons et artisans des TP pour la réalisation des ouvrages enterrés et paysagistes pour ce qui a trait au jardin sont particulièrement concernés.

 www.lebatimentartisanal.com

 eaux pluviales / label

LES ÉCO-ENTREPRISES RÉFÉRENCÉES DANS UN NOUVEL ANNUAIRE NATIONAL



21 avril – Accroître la visibilité des entreprises vertueuses, tel est l'objectif de l'annuaire national des éco-entreprises. Ce nouvel outil de référencement volontaire, développé par l'association des éco-entreprises de France - Pexe, l'ADEME et le Commissariat général au développement durable du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, vise à « mettre en valeur les entreprises implantées en France » qui offrent des solutions durables pour la transition écologique et énergétique. Cet outil doit permettre aux entreprises de gagner en visibilité auprès des donneurs d'ordre publics et privés, de l'écosystème d'innovation et de financement, ainsi que d'autres entreprises porteuses de solutions. Les informations collectées lors du référencement seront également utilisées pour la constitution d'un observatoire des éco-entreprises de France. Celui-ci réalisera une analyse de la dynamique des éco-entreprises au niveau national, par région et par secteur, ainsi qu'une analyse du tissu économique des éco-entreprises dans les territoires.

 www.environnement-magazine.fr


 professionnels / transition écologique / annuaire

UNE PISCINE DEVENUE TIERS LIEU À SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91)



© Maryline Jacques


16 février – Fermée en 2008, la piscine municipale de Sainte-Geneviève-des-Bois (91), construite dans les années 1970, accueille aujourd'hui des événements culturels et festifs, une piste de danse, un restaurant, et bien d'autres activités menées grâce aux 38 locataires (un tiers d'associations représentatives de l'économie sociale et solidaire, un tiers d'entreprises et un tiers de structures culturelles) qu'elle abrite. Du côté des travaux, ceux-ci ont principalement consisté en un réaménagement des installations intérieures, essentiellement à l'aide de structures en bois. Les anciens bassins ont été conservés et revêtent un usage différent selon les jours (piste de danse, lieu d'exposition ou autre). Le sous-sol a lui aussi été réinvesti : au départ local technique, il est aujourd'hui occupé par des studios d'enregistrement. Pour la commune, le choix de la rénovation s'est avéré gagnant. Le coût des travaux a représenté 1 000 euros par m², pour un budget global de 2,5 millions d'euros. Alors que la seule démolition aurait coûté un million d'euros.

 www.banquedesterritoires.fr

 équipement sportif / tiers-lieu / changement d'usage

LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE CONSTRUIT LE « LYCÉE DE DEMAIN » À CHÂTEAUNEUF-SUR-LOIRE (45)

16 avril – Conçu par l'agence Moon Safari, aux côtés des architectes associés CS architecture et Olivier Blot, ce nouvel établissement de 15 000 m² accueillera plus de 1 300 élèves. Il disposera d'un internat de 120 places, d'un pôle restauration proposant 1200 repas par jour, de 6 logements de fonction et de nombreux équipements sportifs (gymnase, dojo, salle de musculation, mur d'escalade, piste d'athlétisme...) La conception architecturale et fonctionnelle du lycée a été guidée par la volonté de casser les codes de la pédagogie habituelle. L'implantation compacte du projet permet le regroupement des fonctions et également une modularité future, pour une possible extension ou bien la création d'un espace paysager, citoyen ou public par exemple. Situé en entrée de ville, sur une parcelle végétalisée et traversée par un cours d'eau, l'implantation, sobre et compacte, permet de respecter et de protéger cette trame bleue. Les aménagements extérieurs participent ainsi à la dimension environnementale du projet et au confort des élèves : les surfaces de pleine terre perméables sont maximisées, la stratégie végétale mise en place est support de biodiversité, les milieux naturels sont préservés ou bien compensés. Montant total de l'opération : 42,3 M€. Livraison prévue : rentrée 2026.

 <https://chroniques-architecture.com>

 bâtiment scolaire / construction neuve / architecture

Appels à projets & à manifestation

Planifriches - Accompagner la planification territoriale des friches industrielles

Du 26.01.2023 au 26.06.23 – Périmètre : national

Cet appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ADEME s'adresse aux collectivités, aux structures porteuses de schéma de cohérence territoriale (SCoT), ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de PLUi. Il a pour but de partager les expériences et solutions relatives aux friches à risque de pollution dans les démarches territoriales.


 agirpourlatransition.ademe.fr


 **friches / territoires**

4^{ème} promotion de l'Accélérateur Transition Energétique

Ouvert jusqu'au 26.06.23 – Périmètre : national

L'accélérateur Transition Energétique est un programme d'accompagnement d'une durée de 18 mois proposé par BPI France pour les dirigeants de PME. A raison de deux journées par trimestre, les entreprises intégrées à l'Accélérateur bénéficient de 6 séminaires thématiques construits avec Audencia Business School, de conseil personnalisé pour engager leur transition énergétique, d'une mise en réseau et d'un accompagnement premium de la part de Bpifrance.

 www.bpifrance.fr

 **transition énergétique / entreprise**

AMI : Référencement pour le pilotage d'expérimentations – Devenir l'organisme de formation par l'apprentissage de demain

Ouvert jusqu'au 30.06.23 – Périmètre : national

Cet appel à manifestation d'intérêt lancé par le CCCA-BTP dans le cadre de son plan stratégique 2022-2025 a pour objectif « d'expérimenter des prototypes et solutions pédagogiques innovantes pour mieux accompagner l'évolution des métiers du BTP ». Il est ouvert aux organismes de formation par apprentissage aux métiers du BTP.


 www.ccca-btp.fr

 **formation / filière / BTP**

Études de réseaux de chaleur renouvelables, 2^e édition

Du 15.03.2023 au 15.09.23 – Périmètre : national

Cet Appel à projets propose une aide exceptionnelle (jusqu'à 80% de frais d'étude financée par l'ADEME) pour aider les collectivités, associations et entreprises à identifier et mettre en œuvre les projets de réseaux de chaleur renouvelable et de récupération ou de boucles d'eau tempérées géothermique les plus pertinents sur leur territoire.

 agirpourlatransition.ademe.fr

 **réseaux de chaleur / énergies renouvelables**

ORMAT, le nouvel appel à projet de l'ADEME

Ouvert jusqu'au 01.10.23 – Périmètre : national

L'appel à projet « Objectif Recyclage MATières » (AAP ORMAT), lancé par l'ADEME, a pour but de « soutenir les projets d'études et d'investissements qui favorisent, par le levier du recyclage, la réduction de l'utilisation de matières premières primaires, la résilience et la décarbonation de l'industrie en France. » Il concerne six grandes familles de matériaux : plastiques, textiles, métaux et batteries, bois, papier – carton, verre et matériaux minéraux.


 agirpourlatransition.ademe.fr

 **matériaux / décarbonation / recyclage**

Appel à projets – Prévention et Remédiation des désordres bâtimentaires dus au phénomène de Retrait Gonflement des sols Argileux (RGA)

Ouvert jusqu'au 15.11.23 – Périmètre : national

Cet appel à projets vise à identifier et à recenser des causes aggravantes et des démarches, méthodes, solutions ou dispositifs innovants au phénomène de Retrait Gonflement des sols Argileux (RGA).

 agirpourlatransition.ademe.fr

 sols / prévention / risques

4^{ème} promotion de l'Accélérateur Construction

Ouvert jusqu'au 03.12.23 – Périmètre : national

Bpifrance et la Direction générale des entreprises annoncent le lancement de la quatrième édition du programme Accélérateur Construction. Son objectif ? Soutenir et accélérer la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur de la construction en France, et les accompagner dans leur transformation vers une économie bas carbone.


 www.bpifrance.fr

 PME / rénovation énergétique

Appel à communs – Sobriété et résilience des territoires

Ouvert jusqu'au 15.12.23 – Périmètre : national

L'ADEME lance la seconde édition de l'Appel à Communs Sobriété et Résilience des territoires, en partenariat avec l'Institut national de l'information géographique et forestière et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Cet Appel à Communs vise à rassembler tous les acteurs volontaires pour produire des ressources ouvertes – les communs – contribuant fortement aux enjeux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

 resilience-territoire.ademe.fr

 changement climatique / résilience / territoires

Appel à projets – Audit et réhabilitation d'installations solaires thermiques collectives

Ouvert jusqu'au 31.12.23 – Périmètre : national

Cet appel à projets est une expérimentation de dispositif de financement d'un audit d'installation solaire thermique et du chantier de réhabilitation associé pour des collectivités, entreprises ou associations.

 agirpourlatransition.ademe.fr

 énergies renouvelables / solaire / équipement

Appel à manifestation d'intérêt « la Fabrique à projets » autour de l'habitat inclusif

AMI permanent – Périmètre : national

Cet AMI, lancé par le gouvernement, s'inscrit dans la démarche Bien vieillir dans les Petites villes de demain. L'objectif est de soutenir les projets qui contribuent à adapter les territoires au vieillissement de la population. Les lauréats pourront bénéficier d'un accompagnement, d'une aide en ingénierie, ainsi que d'un financement.

 www.avise.org

 habitat / personnes âgées

Le Réseau Bâtiment Durable, animé conjointement par l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, regroupe 23 centres de ressources et clusters régionaux et nationaux au service de la qualité et de la performance environnementale, énergétique et sanitaire du cadre de vie bâti. Leur mission commune : informer, soutenir et faire dialoguer les acteurs locaux de la construction, de la rénovation, de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement durables. Intégrez votre réseau local pour booster vos actions !

LES MEMBRES DU RÉSEAU BÂTIMENT DURABLE



Réalisé par

envirobât
OCCITANIE

cdéys

Cluster construction et aménagement durables

Pôle énergie Bourgogne Franche-Comté

CONSTRUCTION21
IMPULSER LA VILLE DE DEMAIN

Avec le soutien de

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

PLAN BÂTIMENT DURABLE